

## Vieillesse, invalidité, décès

### Dates de la législation de base et types de régimes

Premières lois: 1900 (vieillesse), 1944 (invalidité).

Lois en vigueur: 1967 et 1990 (travailleurs salariés), 1963 (invalidité), 1969 (assistance aux personnes âgées après contrôle des ressources).

#### Régime d'assurance sociale

(1 dollar des E.-U. = 31,37 francs)

### Champ d'application

Travailleurs salariés (dispositions spéciales pour les mineurs et les gens de mer).

Régimes spéciaux pour les travailleurs indépendants et les fonctionnaires.

(Pour les pensions d'invalidité, champ d'application comme pour maladie et maternité ci-dessous.)

### Sources de financement

**Assuré:** 7,5 % du salaire. Pensionné: 3,55% de la pension de retraite et/ou de survie sauf si le montant de la pension est inférieur à 38 002 francs (sans personne à charge) ou 45 037 francs (avec personne à charge), 3,5% de la pension d'invalidité (sauf si le montant de la pension est inférieur à 36 340 francs (sans personne à charge) ou 43 606 francs (avec personne à charge), 4,5% de la prépension (sauf si le montant de la prépension est inférieur à 36 353 francs (sans personne à charge) ou 43 662 francs (avec personne à charge)).

**Employeur:** 8,86 % des salaires.

**Gouvernement:** Subventions annuelles.

Les cotisations sont calculées sur la base de 108% du salaire pour les ouvriers et 100% pour les employés, y compris le pécule de vacances. (Les pensions d'invalidité et les allocations pour frais funéraires sont financées par l'assurance maladie-maternité.)

### Conditions d'attribution

**Pension de vieillesse:** 65 ans (hommes et femmes). Pension complète: 45 années (hommes et femmes) de couverture. Applicable en 2009. Entre-temps, mesures transitoires pour les femmes: âge de la retraite: 61 ans au 1/7/1997, 62 ans en 2000, 63 ans en 2003, 64 ans en 2006, 65 ans en 2009. Pension complète: 41 ans au 1/7/1997, 42 ans en 2000, 43 ans en 2003, 44 ans en 2006 et 45 ans en 2009.

Les hommes chômeurs ou invalides peuvent rester dans leur régime (de prépension) jusqu'à 65 ans.

Prépension pour hommes: Retraite à 60 ans et remplacement par un chômeur. Années jusqu'à l'âge de 65 ans considérées comme période d'emploi. Les hommes prépensionnés doivent rester dans ce régime jusqu'à 65 ans. Le régime a pris fin le 31 décembre 1990 et a été remplacé par le supplément de prépension: Voir prestations de chômage ci-dessous.

L'âge à partir duquel les femmes bénéficiaires d'une prépension conventionnelle, d'une allocation de chômage ou d'invalidité peuvent prétendre à la pension de retraite est porté de 61 ans à 65 ans en fonction des dispositions transitoires susmentionnées.

Cessation de la pension si le revenu professionnel éventuel dépasse 282 118 francs par an (423 177 francs si charge d'enfants).

**Pension d'invalidité :** Perte des 2/3 de la capacité de gain dans l'activité habituelle. 6 mois d'affiliation à l'assurance, comprenant 120 jours de travail effectif ou période assimilée et affiliation à l'assurance pendant le dernier trimestre.

**Pension de survivants:** Affiliation à l'assurance pendant toute la période écoulée depuis l'âge de 20 ans, sinon pension réduite proportionnellement.

### Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

**Pension de vieillesse:** Pension complète : 60% ou 75% (ménage) du salaire moyen de carrière; pour le calcul de la pension, le salaire antérieur est réévalué, compte tenu des variations des salaires et de l'indice des prix de détail.

Pension réduite (en cas de carrière incomplète): Pourcentage de la pension complète correspondant à la proportion de la période accomplie. Pension spéciale de vieillesse pour conjoints divorcés à 60 ans: 37,5% du gain de l'ancien conjoint au cours du mariage, moins les pensions propres dues pour les mêmes années.

Allocation payée à toutes les personnes nécessiteuses après contrôle des ressources: 20 105 francs par mois ou 26 305 francs par mois (ménage).

Ajustement périodique des pensions selon les variations de l'indice des prix de détail.

Pension minimum: 27 775 francs par mois ou 34 709 francs par mois (ménage) si période d'affiliation complète. Pour les assurés ayant accompli les 2/3

de la période requise pour la pension complète, pension réduite en proportion.

## Prestations d'incapacité permanente pour les travailleurs assurés

**Pensions d'invalidité:** 65% du salaire avec personnes à charge, 40% sans personnes à charge, 45% si vivant seul ou avec des personnes sans revenus qui ne sont pas considérées comme personnes à charge. Payable après 1 année d'incapacité (1ère année payée selon le régime des prestations de maladie). Pension minimum: 920 francs par jour sans personnes à charge, 1 028 par jour pour isolé ou 1 285 francs par jour avec personnes à charge; maximum: 1 422 francs par jour sans personnes à charge ou 2 133 francs par jour avec personnes à charge.

Ajustement périodique des prestations selon les variations de l'indice des prix de détail.

## Prestations de survivants pour les personnes à charge

**Pension de veuve:** 80% de la pension de vieillesse de l'assuré. Payée également au veuf. Pension minimum: 327 701 francs par an si période d'affiliation complète, plus pécule de vacances de 18 092 francs par an. Pour les survivants d'assurés ayant accompli les 2/3 de la période requise pour la pension complète de vieillesse, pension minimum réduite en proportion. Payée au conjoint survivant ayant atteint l'âge de 45 ans (sans limite si invalide ou élevant un enfant) si marié depuis au moins 1 année (condition supprimée en cas de naissance d'un enfant ou de décès accidentel de l'assuré). Cessation de la pension en cas de revenu professionnel supérieur à 282 118 francs par an (423 177 francs si charge d'enfants). Pension de survivants cumulable à raison de 110% avec une pension de son propre droit. Le conjoint survivant qui ne remplit pas les conditions pour avoir droit à une pension régulière reçoit une pension pendant 12 mois.

**Pension d'orphelins:** 10 192 francs par mois pour chaque orphelin, payée selon le régime des allocations familiales.

Allocation funéraire: Somme forfaitaire de 6 000 francs, payée selon le régime des prestations de maladie.

Allocation payée à toutes les personnes nécessiteuses après contrôle des ressources.

Ajustement périodique des prestations (à l'exception de l'allocation pour frais funéraires) selon les variations de l'indice des prix de détail.

## Organisation administrative

Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement: Surveillance générale.

Office national de sécurité sociale au sein du ministère: Perception des cotisations et répartition entre les offices nationaux gérant les prestations.

Office national des pensions: Gestion des pensions de vieillesse et de survivants et gestion financière du régime.

Institut national d'assurance maladie-invalidité: Gestion générale des pensions d'invalidité.

## Maladie et maternité

---

### Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1894 (mutualités).

Loi en vigueur: 1994.

### Régime d'assurance sociale

### Champ d'application

Travailleurs salariés (qui doivent s'affilier à une mutualité ou à une caisse auxiliaire de caractère public). Les titulaires de pensions et les autres bénéficiaires de prestations de sécurité sociale reçoivent également les prestations médicales.

Régimes spéciaux pour les travailleurs indépendants (protection de base seulement) et les gens de mer.

Affiliation volontaire pour les personnes qui ne sont pas assurées obligatoirement.

### Sources de financement

**Assuré:** Prestations médicales: 3,55% du salaire. Prestations en espèces: 1,15% du salaire. Pensionnés: 3,55% de la pension de vieillesse ou de survivants (pas de cotisations si pension inférieure à 38 002 francs par mois (sans personnes à charge) ou à 45 037 francs par mois (avec personnes à charge)).

**Employeur:** Prestations médicales: 3,8% des salaires. Prestations en espèces: 2,2% des salaires, plus 0,15% pour financer les prestations en espèces de maternité.

**Gouvernement:** Subvention aux régimes de la sécurité sociale dans le cadre de la gestion globale. Produit d'un supplément de cotisation ou de prime d'assurance automobile, produit d'une cotisation sur les primes d'assurance hospitalisation, et le

chiffre d'affaires réalisé sur le marché du médicament remboursable.

#### Conditions d'attribution

**Prestations en espèces de maladie et prestations médicales:** 6 mois d'immatriculation comprenant 120 jours ou 400 heures de travail effectif ou périodes assimilées.

**Prestations en espèces de maternité:** Etre titulaire pendant les 6 mois précédant l'accouchement.

#### Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

**Prestations en espèces de maladie:** 60% du salaire; salaire maximum: 3 626 francs par jour.

L'employeur garantit à l'ouvrier sa rémunération normale pendant les sept premiers jours d'incapacité de travail et pendant les sept jours suivants, 60% de la partie de cette rémunération qui ne dépassent pas le plafond pris en considération pour le calcul des prestations de l'assurance soins de santé et d'indemnités.

L'ouvrier a droit, en outre, à charge de son employeur, à une indemnité complémentaire pour une période de 23 jours calendriers qui suit la période des sept premiers jours d'incapacité de travail: cette indemnité correspondant à 25,88% de la partie du salaire normal qui ne dépasse pas le plafond pris en considération pour le calcul des prestations de l'assurance maladie-invalidité et à 85,88% de la partie du salaire normal qui excède ce plafond.

Les indemnités d'incapacité de travail sont dues à partir de la troisième semaine d'incapacité de travail et sont intégralement cumulables avec l'indemnité complémentaire.

L'employé a droit, à charge de son employeur, à sa rémunération normale pendant les trente premiers jours d'incapacité de travail.

Par la suite, l'assurance continue à verser 60% du salaire pour le reste de la première année de maladie.

**Prestations en espèces de maternité:** 82% du salaire pendant le premier mois (79,5% pour les chômeuses) et 75% du salaire par la suite. Due pour les 7 semaines précédant et les 8 semaines suivant l'accouchement.

#### Prestations médicales pour les travailleurs assurés

**Prestations médicales:** Englobent les soins des médecins généralistes et spécialistes et des chirurgiens, l'hospitalisation, les médicaments, les

analyses de laboratoire, les soins de maternité, les soins dentaires, les soins d'infirmières, la réadaptation, le transport et les appareils de prothèse.

Participation aux frais par l'assuré selon son statut et ses revenus.

Durée: Pas de limite.

#### Prestations médicales pour les personnes à charge

**Prestations médicales pour les personnes à charge:** Les mêmes que pour les assurés.

#### Organisation administrative

Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement: Surveillance générale.

Office national de sécurité sociale sous la tutelle du ministère: Perception des cotisations.

Institut national d'assurance maladie-invalidité: Coordination du régime avec divers comités de gestion pour les prestations en espèces et pour les prestations médicales.

Organismes locaux payant les prestations: 1) environ 100 mutualités reconnues, groupées en 5 unions nationales, et une caisse destinée au personnel des chemins de fer; 2) bureaux régionaux d'une caisse auxiliaire de caractère public pour les personnes n'appartenant pas à une mutualité.

## Accidents du travail et maladies professionnelles

#### Dates de la législation de base et types de régimes

Premières lois: 1903 (accidents du travail), 1927 (maladies professionnelles).

Lois en vigueur: 1963 (maladies professionnelles); 1971 (accidents du travail).

#### Régime d'assurance sociale

**Accidents du travail:** Auprès d'une compagnie d'assurances privée ou d'une caisse commune agréée, au libre choix de l'employeur sauf pour les gens de mer qui sont assurés auprès du Fonds des accidents du travail, organisme d'intérêt public.

**Maladies professionnelles:** Auprès d'un organisme d'intérêt public, le Fonds des maladies professionnelles.

#### Champ d'application

Travailleurs salariés, y compris les travailleurs occasionnels.

Régimes spéciaux pour les fonctionnaires.

## Sources de financement

**Assuré:** Néant.

**Employeur:** Accidents du travail, 0,3% des salaires plus primes d'assurance variables selon les risques. Maladies professionnelles, 1,10% des salaires.

**Gouvernement:** Néant.

## Conditions d'attribution

**Prestations pour accidents du travail:** Pas de période minimum de stage.

## Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

**Prestations d'incapacité temporaire:** Indemnité journalière d'incapacité temporaire totale, 90% du salaire de base. Payable jusqu'à guérison ou constatation de l'incapacité permanente.

Incapacité temporaire partielle: Equivalente à la différence entre le salaire gagné avant l'accident et celui gagné à la remise partielle au travail.

En cas de maladie professionnelle, l'indemnité d'incapacité temporaire totale ou partielle n'est payable que si l'incapacité temporaire dure 15 jours au moins.

Ajustement périodique des prestations selon les variations de l'indice des prix de détail.

## Prestations d'incapacité permanente et prestations médicales pour les travailleurs assurés

**Pension d'incapacité permanente:** Allocation d'incapacité permanente totale, 100% du salaire de base.

Supplément pour assistance constante: Fixé en fonction du degré de nécessité de l'assistance sur la base du revenu minimum mensuel moyen garanti pour un travailleur à plein temps (suspendu à partir du 91<sup>e</sup> jour d'hospitalisation).

Incapacité partielle: Pourcentage du salaire de base correspondant au degré d'incapacité permanente sauf pour les taux inférieurs à 10% (réduits de moitié entre 0 et 5% et d'un quart entre 5 et 10%).

Ajustement périodique des prestations selon les variations de l'indice des prix de détail (sauf celles correspondantes à des taux d'incapacité de moins de 15%).

**Prestations médicales:** Remboursement intégral des soins médicaux, chirurgicaux, dentaires,

hospitalisation, médicaments, appareils de prothèse et transport sur base des tarifs.

## Prestations de survivants pour les personnes à charge

**Pension de veuve ou de veuf:** 30% du salaire du défunt. Due également au conjoint(e) divorcé(e) si bénéficiaire d'une pension alimentaire. N'est pas due à la personne cohabitante.

**Pensions d'orphelins:** 15% du salaire du défunt par orphelin (20% pour orphelins de père et de mère) de moins de 18 ans (ou plus âgé si bénéficiaires d'allocations familiales); avec un maximum pour l'ensemble des orphelins de 45% (ou 60%).

Autres survivants: Père ou mère, petits-enfants, frères ou soeurs de moins de 18 ans, sans conditions de prédécès, d'absence d'enfants bénéficiaires, de dépendance de salaire de la victime décédée.

Maximum des prestations pour l'ensemble des survivants: 75% du salaire du défunt.

Allocation funéraire: Somme forfaitaire égale à 30 fois la rémunération quotidienne moyenne sans être inférieure à l'indemnité correspondante en maladie-invalidité.

Frais de transfert: Afférents aux formalités administratives et aux frais réels de transfert de la dépouille de la victime décédée vers le lieu d'inhumation (même à l'étranger).

Ajustement périodique des prestations selon les variations de l'indice des prix de détail.

## Organisation administrative

Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement: Supervision générale.

Accidents du travail: Fonds des accidents du travail, organisme d'intérêt public à gestion paritaire possédant une importante mission de contrôle des prestations accordées par des caisses communes d'assurance et les compagnies privées.

Maladies professionnelles: Fonds des maladies professionnelles, organisme d'intérêt public à gestion paritaire d'employeurs et de travailleurs, chargé de la réparation des victimes.

## Chômage

---

### Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1920.

Loi en vigueur: 1992.

**Régime d'assurance sociale**

## Champ d'application

Travailleurs salariés.

Extension: Artistes du spectacle, travailleurs intérimaires, travailleurs à domicile, transporteurs de choses ou de personnes, travailleurs handicapés.

## Sources de financement

**Assuré:** 0,87% du salaire (au 2e trimestre 1996).

**Employeur:** 1,46% des salaires (au 2e trimestre 1996).

Remarque: Dans le cadre de la prépension conventionnelle, l'employeur paie une indemnité complémentaire (aux allocations de chômage).

**Gouvernement:** Couverture de tout déficit.

## Conditions d'attribution

**Allocation de chômage:** Justifier d'une période de travail soumise à l'assurance variant entre 312 jours au cours des 18 derniers mois et 600 jours au cours des 36 derniers mois, ce chiffre s'élevant selon l'âge du requérant.

Etre et rester inscrit au bureau de placement. Etre apte au travail, disposé à travailler et disponible pour le marché de l'emploi.

Le chômage ne doit pas être dû à une résiliation volontaire de la part du travailleur, à son renvoi pour mauvaise conduite, ou au refus injustifié d'une offre convenable (disqualification pour une période de 8 à 52 semaines; exclusion de la réadmissibilité si intention délibérée).

Supplément de prépension: Principe: Prépension à 58 ans; 25 ans de carrière.

## Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

**Allocation de chômage:** Chefs de ménage: 60% du salaire plafonné (56 994 francs par mois à partir du 1er mai 1996). Isolés: 60% du salaire pour la 1ère année; ensuite 42%. Cohabitants: 55% du salaire pour la 1ère année; ensuite 35% pour le 5e trimestre plus 3 mois supplémentaires pour chaque année d'emploi antérieur, puis forfait de 12 792 francs par mois.

Les chômeurs âgés de 50 ans ou plus qui comptent 20 ans de carrière et sont sans emploi depuis 12 mois ont droit à un supplément mensuel variable en fonction du niveau du salaire perdu. Pour les isolés âgés de 55 ans, il est garanti à 60% du dernier salaire.

Allocation d'attente: Pour les jeunes sans emploi. Montant variable en fonction de l'âge et de la

situation familiale, entre 7 306 et 16 978 francs (excepté chef de famille: 30 030 francs).

Prépension: Il est garanti une allocation de chômage de 60% du salaire.

Supplément de prépension: 50% de la différence entre le montant mensuel de l'allocation de chômage et le salaire net (salaire brut plafonné à 99 425 francs). Payable jusqu'à l'âge de la retraite.

Ajustement périodique des prestations selon les variations de l'indice des prix de détail.

Suppléments de sécurité d'existence payables à certains groupes professionnels, afin de garantir un minimum de revenus, en vertu de conventions collectives.

## Organisation administrative

Ministère de l'Emploi et du Travail: Surveillance générale.

Office national de sécurité sociale: Perception des cotisations.

Office national de l'emploi: Décision sur les demandes, contrôle des organismes de paiement, et gestion du service de l'emploi, par l'entremise de 30 bureaux de chômage.

Bureaux locaux payant les allocations: Office public de paiement ou syndicats pour leurs propres membres.

## Prestations familiales

### Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1930.

Lois en vigueur: 1967, 1969 et 1971 (allocations sous conditions de ressources).

### Régime lié à l'emploi

### Champ d'application

Personnes exerçant une activité rémunérée et bénéficiaires de prestations de sécurité sociale ayant un enfant ou plus.

Régimes spéciaux pour les travailleurs indépendants et les fonctionnaires.

Les familles exclues du régime obligatoire peuvent bénéficier des allocations après contrôle des ressources.

### Sources de financement

**Assuré:** Néant.

**Employeur:** 7% des salaires.

**Gouvernement:** Subventions aux régimes des travailleurs salariés et indépendants en couverture de tout déficit.

## Conditions d'attribution

**Allocations familiales:** Enfant âgé de moins de 18 ans; 21 ans si handicapé; 25 ans si étudiant ou jeune chômeur.

Les enfants bénéficiaires peuvent comprendre les petits-enfants et les jeunes frères, soeurs, enfants du conjoint et autres mineurs à charge.

Limite du revenu pour les allocations octroyées sous conditions de ressources: 85 153 francs par trimestre avec un enfant; majoration de 20% pour chaque enfant supplémentaire.

## Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

**Allocations familiales:** 2 653 francs par mois pour le 1er enfant (4 004 francs si enfant du titulaire d'une pension de vieillesse ou de chômeur de plus de six mois, 5 559 francs si enfant d'un travailleur invalide ou d'un handicapé), 4 909 francs pour le 2e enfant (5 746 francs pour le 2e enfant du titulaire d'une pension de vieillesse ou d'invalidité), 7 329 francs pour le 3e enfant et chacun des suivants (7 476 francs pour le 3e enfant du titulaire d'une pension de vieillesse ou d'invalidité ou du bénéficiaire d'allocation de chômage). Supplément de 462 francs pour le 1er enfant entre 6 et 12 ans, de 704 francs si entre 12 et 16 ans et de 743 francs par mois si plus de 18 ans. Complément pour enfant handicapé de moins de 21 ans: 11 935 francs par mois (avec supplément en fonction de la gravité du handicap).

Allocation de naissance: 35 942 francs pour la 1ère naissance, 27 042 pour la deuxième et chacune des suivantes.

Allocation sous conditions de ressources octroyée aux familles n'ayant pas droit aux allocations régulières.

Ajustement périodique des prestations selon les variations des salaires, des prix et d'autres facteurs économiques.

Les cotisations au régime financent également des équipements et services collectifs de garde d'enfants en bas âge.

## Organisation administrative

Ministère de la Prévoyance sociale: Surveillance générale.

Office national de sécurité sociale: Perception des cotisations.

Office national d'allocations familiales: Répartition des cotisations entre les différentes caisses.

Caisses de compensation versant les allocations: 33 caisses privées (professionnelles, régionales ou spéciales) et un service public (Office national des allocations familiales pour travailleurs salariés).